

# **Ensemble pour une paix juste et durable au Moyen-Orient !**

**Il y a urgence :**

**CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT !  
LEVEE DU BLOCUS DE GAZA !**

**RASSEMBLEMENT À  
LA BOURSE DU TRAVAIL  
DE TOULOUSE (PLACE SAINT-SERNIN)  
VENDREDI 20 OCTOBRE – 18h00**

**« L'affirmation de la paix est le plus grand des combats » - Jean Jaurès (1914)**

Une nouvelle fois, l'horreur de la guerre s'abat sur le Moyen-Orient, en Palestine et en plein cœur de l'Etat d'Israël. Le nombre des victimes militaires et civiles augmente chaque jour. Hommes, femmes et enfants ont été tués de façon atroce par le Hamas, d'autres sont pris en otage. Depuis, Gaza est bombardée jour et nuit en représailles. Deux millions de Palestiniens, hommes, femmes, enfants, subissent un tapis de bombes et doivent fuir – mais où ? – ou périr sous les bombes de l'armée israélienne dans la plus grande offensive militaire engagée depuis 1967. On évacue manu militari les hôpitaux que l'armée israélienne menace de bombarder. Lancées dès le début de la riposte israélienne, les accusations documentées d'usage par Tsahal de munitions au phosphore blanc nous parviennent chaque jour par les ONG présentes sur place. Gaza est en état de siège : plus d'eau potable depuis des jours, plus d'électricité, plus de nourriture.

**Les organisations politiques, syndicales et les associations de Haute-Garonne soussignées**

condamnent avec la plus grande fermeté toutes les attaques perpétrées contre des civils qui sont autant de crimes de guerre commis de part et d'autre.

Les peuples ont le droit légitime à la paix et à la coexistence pacifique, pas au déchaînement de la barbarie !

**C'est pourquoi, nous exigeons de notre gouvernement qu'il mette tout en œuvre pour obtenir un cessez-le feu. Notre gouvernement à la responsabilité de tout faire pour obtenir un cessez-le feu immédiat, et un processus diplomatique et humanitaire sous l'égide de l'ONU pour sortir de l'impasse.**

Nul ne peut ignorer que le non-respect des résolutions de l'ONU concernant le peuple palestinien, le non-respect des droits de l'Homme et du Citoyen comme du droit international, l'absence de solution politique négociée sont la porte ouverte à la généralisation de la guerre.

Alors que Netanyahu explique aujourd'hui son plan pour raser Gaza par les bombes, le soutien du gouvernement français à des crimes de guerre et au nettoyage ethnique perpétrés par Israël est révoltant.

### **Les libertés publiques gravement menacées sur tout le territoire français**

Les interdictions systématiques de manifestations et de conférences en soutien au peuple palestinien se multiplient. L'arrêté d'expulsion pris le 16 octobre par le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, à l'encontre de Mme Mariam Abudaqa, docteur en philosophie et militante palestinienne de longue date, dûment invitée en France, est une atteinte intolérable aux libertés et à aux traditions républicaines d'accueil de notre pays. Les procès en anathème dès lors qu'on refuse l'escalade militaire et qu'on milite pour la paix, sont inacceptable. Dans nombre de pays, le droit de manifester son indignation face à l'escalade, pour le cessez-le-feu, pour une solution politique et diplomatique au conflit, est préservé. En France, Darmanin et Macron l'interdisent, organisent répression et intimidations.

## **NOUS EXIGEONS :**

- Cessez le feu immédiat !**
- Levée immédiate du blocus de Gaza !**
- ouverture d'un processus de paix sous l'égide de l'Onu, qui soit respecté**

**Premiers signataires :** CGT 31, FSU 31, Solidaires 31, NPA, PCF, PG, FI, GDS 31, GES 31, POI 31, PCOF 31, MRAP 31, LDH, Mouvement de la paix, MJCF Toulouse, Libre pensée, CNL 31, CCFD Terre Solidaire...